

Bataille pour le droit de vote aux États-Unis

Quatorze États républicains ont réformé la loi électorale à leur profit, accusent leurs adversaires démocrates.

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes
CORRESPONDANT À WASHINGTON

ÉTATS-UNIS La crise électorale créée par le refus de Donald Trump d'accepter le résultat de l'élection présidentielle de 2020 continue. Elle voit à présent les républicains et les démocrates s'opposer sur les réformes du système électoral. Les deux partis s'accordent sur la nécessité de modifier le système, mais de façon diamétralement opposée : les premiers cherchent à restreindre le vote sous le prétexte de le rendre plus sûr, les seconds à l'élargir et à le faciliter au nom d'une plus grande justice.

Dans les États qu'ils contrôlent, les républicains ont depuis le début de l'année voté une série de lois rendant plus difficile de participer au scrutin. Elles limitent le vote par correspondance et le vote anticipé et imposent des contraintes supplémentaires le jour de l'élection, en imposant des exigences plus strictes en matière de pièces d'identité, limitant les heures d'ouverture des bureaux de vote.

Ces lois ont déjà été adoptées par quatorze États. Des projets similaires sont proposés dans presque tous les États-Unis, selon le Centre Brennan pour la justice, de la faculté de droit de l'université de New York.

Les contraintes les plus strictes ont été adoptées par l'Arkansas et le Montana. La Géorgie, que Biden avait remportée avec une courte avance, et où le résultat avait été contesté par Trump, a aussi adopté une nouvelle loi électorale. Elle empêche notamment l'envoi systématique des formulaires de vote par correspondance aux électeurs, exige qu'une preuve d'identité accompagne la demande, et raccourcit le délai de la procédure. Le nombre de boîtes de dépôt des bulletins de vote anticipé est aussi

« Il est tentant pour chacun de modifier les règles en sa faveur (...) Aucun des deux camps n'est dépourvu d'arrière-pensées »

JOHN ALDRICH, UNIVERSITÉ DE DUKE
(CAROLINE DU NORD)

réduit, et il devient interdit de fournir de la nourriture ou de l'eau aux personnes qui font la queue pour voter en personne. La loi retire aussi au secrétaire d'État la présidence de la commission électorale : c'est cet élu, républicain, qui s'était opposé aux pressions de Trump pour qu'il change le résultat du dernier scrutin.

En Arizona, autre État contesté par Trump, l'envoi des bulletins de vote par correspondance a aussi été réglementé, et des propositions visent à exiger une pièce d'identité. Une autre mesure retirerait aussi certains pouvoirs au secrétaire d'État.

L'un des projets de loi les plus restrictifs a été rejeté temporairement au Texas, le 30 mai, quand les représentants démocrates ont quitté la séance pour refuser son adoption. Mais le gouverneur républicain, Greg Abbott, a annoncé une session extraordinaire pour faire voter ce projet, qui devrait rendre plus difficile le vote par correspondance et renforcer le pouvoir des partis dans la surveillance des bureaux de vote. La Floride, l'Iowa, l'Indiana, le Kentucky,

l'Oklahoma, le Kansas, l'Idaho, l'Utah et le Wyoming, ont également adopté des lois similaires.

Les républicains affirment que ces mesures sont nécessaires pour renforcer la confiance du public dans l'intégrité des élections après la présidentielle de 2020, et les accusations de fraude massive lancées par Donald Trump. L'ancien président, qui continue d'avancer en public ses récriminations, a réussi à convaincre des millions de ses partisans que les résultats avaient été truqués en sa défaveur, sans toutefois avoir apporté la moindre preuve de fraude. Ces allégations, qui remettent en cause la légitimité de Joe Biden, mettent en péril tout l'édifice sur lequel repose la démocratie américaine.

En Pennsylvanie, État remporté par Biden, le représentant républicain Seth Grove a soutenu des réformes visant à « améliorer nos lois électorales, aider les responsables locaux et faire en sorte qu'il soit facile de voter mais difficile de tricher ». « Les élections doivent être tenues avec la plus grande intégrité tout en étant accessibles à tous les électeurs légaux », a-t-il dit. Les démocrates rétorquent que le système électoral n'est pas en cause, et que les doutes sur le scrutin n'ont été que ceux répandus par Trump. Ils soulignent que le système a au contraire parfaitement fonctionné, puisque, malgré la pandémie de



Il faut améliorer nos lois électorales, aider les responsables locaux et faire en sorte qu'il soit facile de voter, mais difficile de tricher

SETH GROVE SÉNATEUR
RÉPUBLICAIN
DE PENNSYLVANIE

Covid, qui avait conduit de nombreux États à assouplir temporairement les règles de vote par correspondance ou de vote anticipé, la participation électorale a été la plus forte depuis plus d'un siècle. Ces dispositions avaient été utilisées massivement, plus des deux tiers des électeurs ont voté avant le jour du scrutin.

Le poids des zones rurales

Les démocrates dénoncent ces mesures comme destinées à affecter de manière disproportionnée le vote des habitants des villes, et celui des électeurs noirs, deux catégories qui votent en grande majorité pour leur parti. Le *Washington Post* a comparé ces mesures à celles prises à la fin de la période de la Reconstruction, au XIX^e siècle, quand les États du Sud ont découragé le droit de vote des anciens esclaves noirs en multipliant des règles complexes.

Une déclaration signée par plus d'une centaine d'universitaires la semaine dernière a mis en garde contre des procédures qui ne « remplissent plus les conditions minimales pour des élections libres et équitables ». « Notre démocratie tout entière est désormais en danger », conclut la déclaration publiée par le centre de réflexion New America.

« Cette situation est de plus en plus inquiétante », dit Michael Coppedge, professeur de sciences

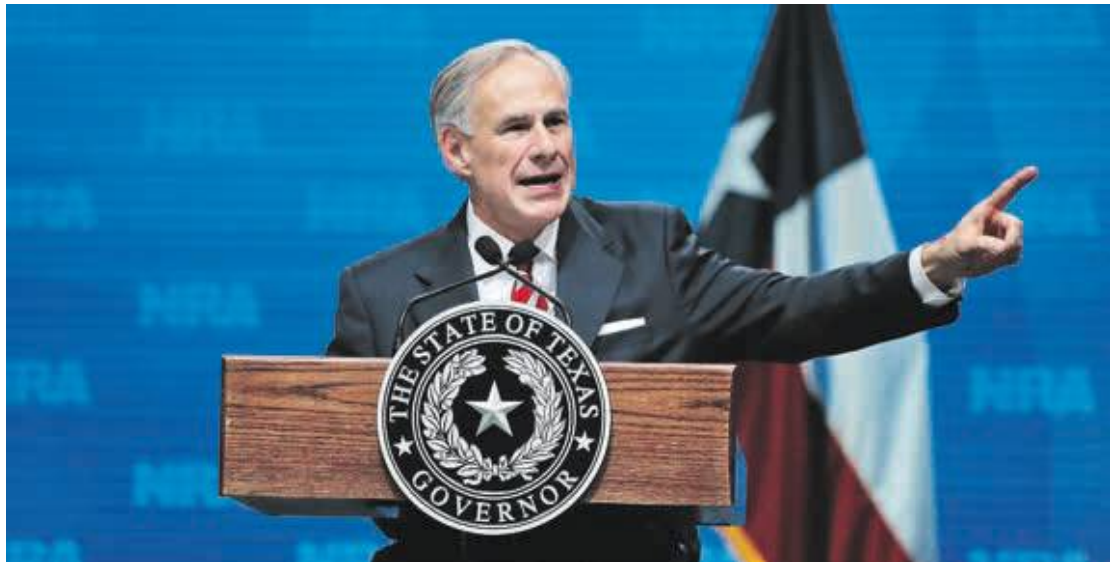
politiques à l'université Notre-Dame, dans l'Indiana, et signataire de la déclaration. « Les républicains utilisent les faiblesses de notre système électoral à leur profit. Nos règles ont été conçues à la fin du XVIII^e siècle, et bénéficient aujourd'hui largement au Parti républicain. Le système des grands électeurs et la composition du Sénat donnent un poids considérable aux zones rurales par rapport aux villes. La voix d'un électeur du Montana a dix-sept fois plus de poids électoral que celle d'un Californien. Le Sénat est divisé à parts égales entre 50 sénateurs républicains et 50 démocrates, mais les sénateurs démocrates représentent une bien plus grande partie de la population. Ces réformes sont une tentative des États républicains pour réduire le vote démocrate, mais elles ont pour effet de rendre le système électoral de moins en moins démocratique. »

« Le principal problème vient plutôt du fait que notre vie politique est très polarisée, partagée entre deux partis presque égaux », estime John Aldrich, professeur à l'université de Duke, en Caroline du Nord. « Il est tentant pour chacun de modifier les règles en sa faveur. Les démocrates veulent étendre au maximum le droit de vote, en le rendant plus facile, mais avec plus de risques d'erreurs ou de fraude. Les républicains veulent rendre le scrutin plus sûr, mais ils le rendent ainsi plus complexe et donc

moins démocratique. Aucun des deux camps n'est dépourvu d'arrière-pensées. L'idéal serait bien sûr que tout le monde puisse voter, mais une seule fois ! »

Plus que les règles d'accès au vote, dont certaines, comme de prouver son identité, n'apparaissent pas à des observateurs étrangers comme bien contraignantes, d'autres dispositions semblent potentiellement plus problématiques. Le système électoral américain, largement décentralisé, puisque la Constitution confie aux États de l'Union l'organisation du scrutin, s'est révélé extrêmement résistant aux pressions du pouvoir fédéral après la dernière élection. Ce sont souvent des élus et des juges républicains des États qui se sont opposés aux tentatives du président Trump pour changer le résultat.

Un certain nombre de dispositions adoptées récemment pourraient dans l'avenir réduire les pouvoirs de ces élus, et augmenter celui des législateurs des États. En Arizona et en Géorgie, les responsables qui ont défendu le système qui a permis à Biden de gagner en 2020 se sont vu dépourvoir d'une partie de leurs attributions. Le projet de loi du Texas devrait aussi rendre plus facile les accusations de fraude électorale, et donc les possibilités de contestation, donnant à la législature le pouvoir de trancher les litiges potentiels. ■



Après le boycott des élus démocrates, qui ont refusé de s'exprimer lors du scrutin organisé le 30 mai, le gouverneur républicain du Texas, Greg Abbott, (ici en mai, à Dallas), s'est dit prêt à convoquer une session extraordinaire pour faire voter la nouvelle loi électorale.

LUCAS JACKSON/REUTERS

Biden peine à imposer des règles communes

LA BATAILLE pour la réforme du système électoral s'engage mal pour Joe Biden. Face aux nouvelles mesures électorales adoptées par les législatures républicaines, les démocrates tentent d'imposer des principes de vote communs à l'échelle nationale.

Ils veulent faire adopter une loi fédérale pour harmoniser des règles électorales qui varient d'État à État, auxquels la Constitution américaine délègue l'organisation des scrutins. La nouvelle loi, intitulée loi pour le peuple (For the People Act), ou HRI au Congrès, propose notamment l'inscription automatique sur les listes électorales. Le vote par correspondance, le vote anticipé sur une période d'au moins 15 jours consécutifs pour les élections fédérales, et

des boîtes de dépôt pour ces bulletins. Elle rendrait également plus difficile d'éliminer des électeurs des listes électorales et rétablirait le droit de vote des anciens détenus.

La loi a déjà été votée par la chambre. Mais elle se heurte à l'opposition des républicains au Sénat. La défection de deux sénateurs démocrates qui ont annoncé dimanche qu'ils s'opposaient au projet, menace de bloquer le projet. Ce blocage constituerait un premier revers pour Joe Biden, qui risque de voir le Sénat s'opposer à la plupart de ses réformes.

Le président a mis tout son poids dans la balance. « Je vais me battre comme un fou avec tous les outils à ma disposition pour son adoption », a dit Biden la semaine dernière dans un discours prononcé à Tulsa, dans l'Oklahoma, où il a rendu hommage aux victimes d'un pogrom racial de 1921. « En 2020, nous avons fait face à des attaques répétées contre le droit de vote : lois restrictives, poursuites judiciaires, menaces d'intimidation, purges des listes électorales. Nous avons réussi à les surmonter : plus d'Américains ont voté lors de la dernière élection que n'importe quand auparavant dans l'histoire américai-

ne, et en pleine pandémie ! La règle de droit a tenu. La démocratie a prévalu. Nous avons vaincu. » « Mais aujourd'hui a lieu un assaut sans précédent contre notre démocratie, un effort pour remplacer les responsables électorales et pour intimider ceux qui sont chargés de comptabiliser et de rapporter les résultats des élections », a dit le président.



« Une réforme des élections faite de manière partisane ne fera que garantir que les divisions continueront à s'approfondir »

JOE MANCHIN, SÉNATEUR DE VIRGINIE

Biden a annoncé qu'il confiait ce dossier à Kamala Harris, qui détient de par son poste de vice-président le droit de vote au Sénat en cas d'égalité. Mais la défection de deux sénateurs démocrates, Joe Manchin de Virginie-Occidentale, et Krysten Sinema, de l'Arizona, risque de rendre la tâche impossible.

« Le droit de vote est fondamental pour notre démocratie », a expliqué dans une tribune Joe Manchin, « malheureusement, nous constatons aujourd'hui qu'il est lui-même devenu ouvertement politisé... Qu'il s'agisse de lois qui cherchent à restreindre inutilement le vote ou de politiciens qui ignorent la nécessité de sécuriser nos élections, l'élaboration de politiques partisanes n'inspirera pas la confiance dans notre démocratie - elle la détruira », a-t-il prévenu. « La vérité est qu'une réforme des élections faite de manière partisane ne fera que garantir que les divisions continueront à s'approfondir. »

Manchin s'est aussi opposé à l'idée de certains démocrates d'abolir la règle du « filibuster », qui permet de bloquer un projet de loi au Sénat en repoussant indéfiniment le vote.

« Il y a tout juste quatre ans, en 2017, alors que les républicains contrôlaient la Maison-Blanche et le Congrès, le président Donald Trump exhortait publiquement les républicains du Sénat à éliminer le "filibuster" », a rappelé Manchin. « Ce sont les démocrates du Sénat qui le défendaient. » ■

A. J. (A WASHINGTON)

Les informés

de Jean-François Achilli, du lundi au vendredi de 20h à 21h

franceinfo:

radio · web · tv canal 27

chaque mardi avec LE FIGARO